

Le Médiateur des relations commerciales agricoles

Paris, le 16 décembre 2016

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Médiateur est à la disposition des filières agricoles pour les aider dans la mise en œuvre de la loi Sapin 2

La loi du 9 décembre 2016 dite 'Sapin 2' impose aux opérateurs des filières agricoles et alimentaires des obligations nouvelles visant à apporter aux agriculteurs de meilleures conditions pour la vente de leurs produits aux transformateurs et aux distributeurs, ainsi que le Ministre de l'Agriculture l'a souligné dans son communiqué du 9 décembre dernier.

Le Médiateur souhaite revenir sur les dispositions concernant les produits dont la vente est soumise à contractualisation obligatoire (lait de vache notamment) pour inviter l'ensemble des opérateurs concernés à engager sans délai les travaux permettant leur mise en application.

Les modalités de fixation du prix figurant au contrat doivent désormais tenir compte : des coûts de production agricole, des prix des produits agricoles ou alimentaires et des prix de vente des principaux produits fabriqués par l'acheteur.

Ces prix et coûts concernés sont pris en compte uniquement sous la forme d'un indice ou d'une combinaison d'indices publics. Cela signifie que la formule de prix ne peut pas prendre en compte directement les coûts ou les prix propres aux producteurs ou à l'acheteur signataires du contrat, mais doit utiliser les données moyennes d'un échantillon suffisamment vaste de producteurs ou de transformateurs.

Les indices sont choisis librement par les parties et peuvent être établis à partir de données régionales, nationales ou européennes.

Un indice est considéré comme public s'il est librement consultable par tout producteur, organisation de producteurs ou acheteur intéressé et si ses données sont suffisamment agrégées pour exclure d'identifier les résultats propres à un producteur ou à un acheteur.

Ces dispositions sont également applicables aux coopératives agricoles qui devront les transcrire dans leurs statuts ou règlements intérieurs comme le code rural le prévoit expressément.



La loi impose par ailleurs aux acheteurs de conclure un **accord-cadre avec les organisations de producteurs** (OP) mandatées par leurs fournisseurs pour négocier la vente de leurs produits.

Cet accord-cadre doit stipuler :

- les dispositions qui figurent dans les contrats individuels, c'est à dire : la durée du contrat, le volume à livrer, les modalités de collecte, la détermination du prix, (notamment les indices publics retenus), la facturation, la révision et la résiliation du contrat et les cas de force majeure ;
- la quantité totale, la répartition par producteur et la qualité du produit à livrer par les membres de l'OP ;
- les modalités de cession des contrats par les producteurs ;
- les règles de fonctionnement pour les relations entre l'acheteur et l'OP – en particulier les modalités et la périodicité des négociations sur les volumes et le prix.

Il peut également fixer les règles de gestion des écarts constatés entre le volume de produit prévu et la collecte effectivement réalisée.

Concrètement, si la loi impose la présence à l'accord-cadre de chacune des clauses énumérées ci-dessus, leur contenu est librement négocié entre chaque OP et son acheteur, le Médiateur pouvant être saisi en conséquence pour concilier les positions des parties. Celles-ci peuvent d'ailleurs convenir d'autres dispositions s'ajoutant au minimum légal si elles se mettent d'accord en ce sens.

L'acheteur doit enfin transmettre chaque mois à l'OP :

- les indices et les données servant à fixer le prix d'achat ;
- les éléments figurant sur les factures des producteurs, dans le cas où l'acheteur est chargé de la facturation (mandat de facturation).

La loi précise qu'un document écrit fixe les modalités pour transmettre ces informations – par nature ce document a vocation à figurer dans l'accord-cadre entre l'acheteur et l'OP.

Les accords-cadres doivent être conclus avant le 1^{er} avril 2017.

La disposition relative aux prix est immédiatement applicable aux nouveaux contrats. Pour les contrats en cours, un producteur sous contrat n'ayant pas adhéré à une OP doit se voir proposer par son acheteur avant le 1^{er} avril 2017 un avenant de mise en conformité de son contrat.

L'acheteur doit enfin proposer aux producteurs membres d'une OP un avenant de mise en conformité de leur contrat individuel au plus tard dans les 3 mois suivant l'adoption de l'accord-cadre avec leur OP.

Le Médiateur des relations commerciales agricoles se tient à la disposition des acheteurs et des OP pour les aider à négocier leurs accords-cadres dans les délais précités, ainsi qu'il a déjà commencé à le faire au profit d'une OP laitière qui l'avait préalablement saisi d'un différend sur l'application du contrat. Il peut être également saisi des avenants visant à prendre en compte les nouvelles dispositions relatives à la détermination du prix d'achat des produits agricoles.

Fait à Paris le 16 décembre 2016.

Pièce Jointe : article L.631-24 du code rural modifié par la loi du 9 décembre 2016.





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Code Rural : Article L.631-24 modifié par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016

(Les modifications introduites par la loi du 9/12/16 sont indiquées en caractères bleus)

« I. La cession des produits agricoles destinés à la revente ou à la transformation peut être subordonnée :

1°) à la conclusion de contrats de vente écrits entre producteurs et acheteurs, ou, lorsque la livraison des produits agricoles concernés est effectuée par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires, à la conclusion de contrats écrits couvrant une ou plusieurs étapes de cette livraison

2°) à la proposition de contrats écrits par les acheteurs aux producteurs ou, lorsque la livraison des produits agricoles concernés est effectuée par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires, à la proposition de contrats écrits couvrant une ou plusieurs étapes de cette livraison.

Les contrats écrits mentionnés au (1°) ou la proposition de contrats écrits mentionnée au (2°) comportent des clauses relatives à la durée du contrat, aux volumes et aux caractéristiques des produits à livrer, aux modalités de collecte ou de livraison des produits, aux prix ou aux critères et modalités de détermination du prix, aux modalités de paiement, aux règles applicables en cas de force majeure et aux modalités de révision et de résiliation du contrat ou au préavis de rupture. **Les critères et modalités de détermination du prix font référence à un ou plusieurs indices publics de coûts de production en agriculture qui reflètent la diversité des conditions et des systèmes de production et à un ou plusieurs indices publics des prix des produits agricoles ou alimentaires. Ces indices peuvent être définis par toute structure leur conférant un caractère public. Ils peuvent être régionaux, nationaux ou européens.** Sauf stipulations contraires, ces contrats sont renouvelables par tacite reconduction pour une période équivalente à celle pour laquelle ils ont été conclus. Les trois premiers alinéas de l'article L.441-8 du code de commerce leur sont applicables.

Les contrats font référence à un ou plusieurs indices publics du prix de vente des principaux produits fabriqués par l'acheteur. L'évolution de ces indices est communiquée sur une base mensuelle par l'acheteur à l'organisation de producteurs ou à l'association d'organisations de producteurs signataire de l'accord-cadre mentionné au présent I.

La conclusion ou la proposition de contrats écrits peuvent être rendues obligatoires par un décret en Conseil d'Etat qui fixe, par produit ou catégorie de produits, par catégorie d'acheteurs et, le cas échéant, par mode de commercialisation, la durée minimale du contrat.

Sauf lorsque le producteur y renonce par écrit, la durée minimale du contrat ainsi prévue ne peut excéder cinq ans. Lorsque le contrat porte sur un produit dont le producteur a engagé la production depuis moins de cinq ans, l'acheteur ne peut rompre le contrat avant le terme de la période minimale, sauf inexécution de celui-ci par le producteur ou cas de force majeure, et un préavis doit être prévu en cas de non-renouvellement du contrat. Le décret mentionné au **sixième** alinéa peut prévoir que la durée minimale qu'il fixe est allongée, dans la limite de deux années supplémentaires, pour les contrats portant sur un produit dont le producteur a engagé la production depuis moins de cinq ans.



Est considérée comme un producteur qui a engagé une production depuis moins de cinq ans la personne physique ou morale qui s'est installée ou a démarré une nouvelle production au cours de cette période. Il en est de même d'une société agricole qui intègre un nouvel associé répondant aux conditions fixées au présent alinéa et qui détient au moins 10 % de son capital social.

Le décret mentionné au **sixième** alinéa fixe le délai de mise en conformité des contrats en cours à la date de son intervention conclus avec un producteur ayant engagé la production depuis moins de cinq ans. Dès lors que l'acheteur a donné son accord à la cession d'un contrat à un nouveau producteur satisfaisant aux conditions de qualification ou d'expérience professionnelle prévues à l'article L.331-2 engagé dans la production depuis moins de cinq ans, la durée restant à courir du contrat cédé, si elle est inférieure à la durée minimale, prévue par le décret mentionné au **sixième** alinéa est prolongée pour atteindre cette durée.

Un décret en Conseil d'Etat précise les produits considérés comme relevant de la même production pour l'application du présent article.

Les dispositions relatives à la durée minimale du contrat prévues aux **sixième et septième** alinéas ne sont applicables ni aux produits soumis à accises, ni aux raisins, moûts et vins dont ils résultent. Pour l'ensemble de ces produits, tant des contrats pluriannuels que des contrats ponctuels peuvent être conclus.

Dans le cas où l'établissement de la facturation par le producteur est délégué à un tiers, il fait l'objet d'un acte écrit et séparé du contrat. Le mandat de facturation est renouvelé chaque année par tacite reconduction. Le producteur peut renoncer à ce mandat à tout moment, sous réserve d'un préavis d'un mois

Lorsque la conclusion ou la proposition de contrats écrits a été rendue obligatoire soit par un décret mentionné au sixième alinéa du présent I, soit par un accord interprofessionnel mentionné au III et qu'une organisation de producteurs ou une association d'organisations de producteurs est habilitée, conformément au droit de l'Union européenne, à négocier les contrats au nom et pour le compte de ses membres en vertu d'un mandat donné à cet effet, la conclusion des contrats est subordonnée à une négociation préalable entre cette organisation ou association et l'acheteur.

La conclusion de la négociation est formalisée par un accord-cadre écrit, signé entre l'acheteur et l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs concernée.

Cet accord-cadre porte sur l'ensemble des clauses mentionnées au quatrième alinéa du présent I. Il précise en outre :

a) La quantité totale et la qualité à livrer par les producteurs membres de l'organisation ou les producteurs représentés par l'association ainsi que la répartition de cette quantité entre les producteurs ;

b) Sans préjudice des articles L.631-24-1 et L.631-24-2, les modalités de cession des contrats et de répartition des quantités à livrer entre les producteurs membres de l'organisation ou les producteurs représentés par l'association ;

c) Les règles organisant les relations entre l'acheteur et l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs. Ces règles fixent les modalités de la négociation périodique sur les volumes et le prix ou les modalités de détermination du prix entre l'acheteur et l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs ;





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

d) Il peut également préciser les modalités de gestion des écarts entre le volume ou la quantité à livrer et le volume ou la quantité effectivement livré par les producteurs membres de l'organisation ou les producteurs représentés par l'association.

Lorsque la conclusion ou la proposition de contrats écrits a été rendue obligatoire par le décret mentionné au sixième alinéa du présent I ou par un accord interprofessionnel mentionné au III, l'acheteur doit transmettre à une fréquence mensuelle à l'organisation de producteurs ou à l'association d'organisations de producteurs avec laquelle un accord-cadre a été conclu les éléments figurant sur les factures individuelles des producteurs membres ayant donné un mandat de facturation à l'acheteur et les indices et données utilisés dans les modalités de détermination du prix d'achat aux producteurs. Les modalités de transmission de ces informations sont précisées dans un document écrit.

II. La conclusion de contrats soumis aux dispositions du I doit être précédée d'une proposition écrite de l'acheteur conforme aux dispositions du décret en Conseil d'Etat mentionné au **sixième** alinéa du I.

Si le contrat prévoit la fourniture à l'acheteur des avantages mentionnés au premier alinéa de l'article L.441-2-1 du code de commerce, il comporte pour les produits mentionnés au même article des clauses relatives aux modalités de détermination du prix en fonction des volumes et des qualités des produits et des services concernés et à la fixation d'un prix. Il indique les avantages tarifaires consentis par le fournisseur au distributeur ou au prestataire de services au regard des engagements de ce dernier.

III. Le décret mentionné au **sixième** alinéa du I ne peut être pris que si aucun accord interprofessionnel rendant obligatoire la proposition ou la conclusion de contrats écrits répondant aux conditions mentionnées aux I et II n'a été étendu dans les conditions prévues aux articles L.632-3 et L.632-4. Si un tel accord est adopté et étendu après publication d'un décret mentionné au **sixième** alinéa du I, l'application de ce décret est suspendue pendant la durée de l'accord.

IV. Le présent article est applicable aux ventes de produits agricoles livrés sur le territoire français, quelle que soit la loi applicable au contrat.

Il n'est pas applicable aux ventes directes au consommateur, aux cessions réalisées au bénéfice des organisations caritatives pour la préparation de repas destinés aux personnes défavorisées, ni aux cessions à prix ferme de produits agricoles sur les carreaux affectés aux producteurs situés au sein des marchés d'intérêt national définis à l'article L.761-1 du code de commerce ou sur d'autres marchés physiques de gros de produits agricoles.

Il n'est pas non plus applicable aux sociétés mentionnées à l'article L.521-1 dès lors qu'elles ont remis à leurs associés coopérateurs un exemplaire des statuts ou du règlement intérieur ou les règles ou décisions prévues par ces statuts ou en découlant intégrant les clauses contractuelles mentionnées au I.

Le présent article est d'ordre public. »

